

Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Au Canada, les facteurs financiers qui entravent l'accès aux études postsecondaires représentent une grave menace pour la stabilité économique et la prospérité à long terme du pays. Le système d'éducation actuel est hors de la portée de nombreux jeunes Canadiens qualifiés, en contraind d'autres à d'énormes dettes et astreint les jeunes à des choix de carrière qui ne répondent pas aux besoins socioéconomiques du Canada. Les recherches ont démontré que les coûts élevés des études postsecondaires ont créé une peur de l'endettement chez les jeunes qui renoncent à poursuivre de telles études. Dans une enquête de Statistique Canada, on a d'ailleurs conclu que les élèves du secondaire qui ne poursuivent pas d'études postsecondaires s'en abstiennent principalement pour une question d'argent. Les jeunes provenant de collectivités marginalisées, de milieux à faible revenu et de familles monoparentales sont les plus enclins à redouter l'accumulation d'une dette d'études. Les recherches ont également révélé que le niveau d'endettement entraîne des répercussions directes sur la réussite et la poursuite des études. Les étudiants dont la dette est plus élevée sont en effet moins susceptibles de terminer leurs études et d'obtenir leur diplôme. La dette d'études a également des effets non souhaitables sur le choix de carrière des diplômés – surtout celui des professionnels – ce qui nuit à l'offre de soins de santé et de services juridiques. Des études menées concernant les étudiants en médecine et en droit ont révélé que le niveau d'endettement pousse certains d'entre eux à poursuivre une formation spécialisée, en dépit de la demande plus élevée pour des postes exigeant des compétences plus générales, car cela leur permet d'obtenir un meilleur salaire. De plus, en raison des niveaux d'endettement élevés, les jeunes hésitent à fonder une famille, à travailler dans le secteur parapublic – à titre d'enseignant ou d'infirmière, par exemple – à faire l'acquisition d'une maison, à fonder une entreprise ou à prendre des risques en entrepreneuriat, puisque toute autre pression de nature financière accroît les risques en aval. Recommandations : 1) De concert avec les provinces, le gouvernement fédéral devrait mettre en œuvre une loi nationale sur l'éducation postsecondaire calquée sur la *Loi canadienne sur la santé* et s'accompagnant d'un transfert de fonds visant à rétablir l'investissement par habitant au niveau de 1992, à réduire les frais de scolarité de manière à ce qu'ils correspondent à ceux en vigueur au cours de cette même année et à investir dans l'infrastructure des établissements universitaires et collégiaux et, ainsi, à éliminer le report des travaux d'entretien. 2) Le gouvernement devrait augmenter la valeur et le nombre des bourses d'études au Canada et voir à ce que les étudiants diplômés y soient également admissibles. Pour ce faire, il devrait réaffecter au Programme canadien de bourses aux étudiants les fonds consacrés actuellement aux crédits d'impôt pour les études postsecondaires et aux régimes d'épargne connexes.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Grâce à son système d'éducation largement reconnu comme l'un des plus riches au monde quant aux programmes offerts, le Canada occupe une position enviable en ce qui a trait à la formation des générations futures pour répondre aux demandes du marché du travail. Cependant, les compressions passées dans les dépenses des gouvernements fédéral et provinciaux destinées au financement de l'éducation postsecondaire ont contraint les étudiants à alourdir leur dette d'études plus que toute autre génération auparavant, d'autant plus que les revenus de la classe moyenne ont, dans une grande mesure, stagné au cours des 20 dernières années. Par conséquent, les Canadiens doivent faire des sacrifices pour se préparer à intégrer un milieu de travail en évolution. La montée en flèche des frais de scolarité et la prépondérance de l'aide financière fondée sur les prêts ont bousculé la dette des étudiants vers un triste record historique. L'an dernier, plus de 425 000 étudiants ont été contraints d'emprunter pour financer leurs études. À l'heure actuelle, on octroie par l'intermédiaire du Programme canadien de bourses aux étudiants près d'un million de dollars par jour en nouveaux prêts, ce qui a fait passer la valeur totale des dettes d'études non remboursées liées au Programme à la somme colossale de 15 milliards de dollars. La crainte des jeunes d'accumuler des dettes nuit à la capacité du système d'éducation postsecondaire de former une main-d'œuvre en mesure de répondre aux demandes du Canada sur le plan économique. À long terme, la dette élevée des étudiants se soldera chez ces derniers par une réduction des dépenses et par une aversion envers l'innovation et l'entrepreneuriat.

Recommandation : 1) En collaboration avec les provinces, le gouvernement fédéral devrait investir pour la jeunesse et ainsi voir à ce que la dette des étudiants soit réduite de moitié au cours des trois prochaines années, ce qui permettrait de faire passer la somme des prêts à rembourser dans le cadre du Programme canadien de bourses aux étudiants à moins de 7,5 milliards de dollars d'ici à 2015. Cette mesure offrirait une plus grande flexibilité financière à la prochaine génération de travailleurs canadiens, qui pourraient ainsi se tailler une place sur un marché du travail en évolution. 2) Le gouvernement devrait augmenter de 10 millions de dollars le financement destiné au service de la collecte et de l'analyse de données statistiques sur l'éducation postsecondaire de Statistique Canada. Il pourrait ainsi mener un suivi adéquat des répercussions de la réduction de la dette des étudiants sur le taux de réussite des études postsecondaires et sur la satisfaction des demandes du marché du travail, en plus de garantir la responsabilisation à l'égard des fonds consacrés à la réduction de cette dette.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

L'éducation postsecondaire contribue dans une large mesure à l'amélioration de la qualité de vie, à la formation d'une population active plus souple et à l'accroissement de la compétitivité du Canada sur le plan économique. Comme pour la plupart des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'avenir du Canada dépend de la capacité de ce dernier de remplacer sa population active vieillissante pour répondre aux besoins économiques futurs. Le Canada dispose toutefois d'un atout par rapport à de nombreux autres pays : la rapide poussée démographique des Autochtones. En effet, 48 % des personnes reconnues autochtones sont âgées de moins de 24 ans. L'on prévoit d'ailleurs que plus de 300 000 jeunes Autochtones pourraient intégrer le marché du travail

au cours des 15 prochaines années. Dans une étude publiée récemment, on estime qu'une diminution de l'écart en matière de scolarisation entre les Autochtones et les non-Autochtones se traduirait par une croissance de 179 milliards de dollars du produit intérieur brut et de plus de 400 milliards de dollars pour l'économie dans son ensemble au cours des 20 prochaines années. Malgré la nécessité évidente de garantir l'accès à l'éducation aux Autochtones, les investissements dans l'éducation de ces personnes demeurent inchangés depuis plus d'une décennie. Étant donné que la population du pays ne suffira pas à combler la pénurie de main-d'œuvre, le Canada aurait tout avantage à créer un programme complet pour les étudiants étrangers de façon à attirer des travailleurs qualifiés. Les intervenants du secteur de l'éducation sont d'avis qu'il existe certes un potentiel encore inexploité pour ce qui est d'attirer des étudiants étrangers, mais que la concurrence est très forte à cet égard. Au Canada, les étudiants étrangers ne représentent que 6,5 % de l'ensemble des étudiants de niveau postsecondaire, soit moins que la moyenne des autres pays membres de l'OCDE. Les étudiants étrangers apportent déjà plus de 8 milliards de dollars à l'économie canadienne chaque année et, si on leur accordait la naturalisation, leur apport représenterait un bienfait des plus avantageux pour l'économie du Canada; à titre de résidents et de citoyens, ils permettraient en outre d'enrayer la pénurie causée par le vieillissement de la main-d'œuvre. Recommandations : 1) Le gouvernement devrait éliminer le plafond annuel imposé pour le Programme de soutien aux étudiants du niveau postsecondaire et veiller à disposer de fonds suffisants pour que chaque apprenant inuit ou des Premières Nations admissible puisse poursuivre des études postsecondaires. 2) Le gouvernement devrait prendre des mesures pour protéger et renforcer la réputation du Canada à titre de pays de prédilection pour les étudiants étrangers; pour ce faire il devrait : – régler les frais imposés aux étudiants étrangers; – empêcher les établissements privés d'accueillir les étudiants étrangers; – joindre le permis de travail hors campus et le permis de travail postdiplôme au permis d'études (visa d'étudiant).

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Pour demeurer un acteur économique d'importance sur la scène internationale, le Canada doit asseoir sa position à titre de centre pour la recherche et l'innovation. Le financement des études de cycles supérieurs jette les bases de l'innovation à long terme et permet de former les travailleurs et les chercheurs hautement qualifiés dont le Canada aura besoin pour relever les défis socioéconomiques courants et à venir. Les inscriptions aux études supérieures ont augmenté de 40 % et les frais de scolarité ont plus que doublé au cours de la dernière décennie. Or, le financement consacré aux bourses et aux conseils fédéraux de subventions à la recherche – qui permettent un accès abordable à l'éducation – n'a augmenté que très légèrement. Les fonds insuffisants qu'accorde le gouvernement fédéral à la recherche et aux études supérieures limitent le nombre d'étudiants à la maîtrise et au doctorat qui peuvent recevoir des bourses et restreignent le bassin de chercheurs hautement qualifiés à ceux qui ont les moyens d'accéder à ces programmes d'études, qui sont en mesure d'obtenir du financement auprès d'organismes ou d'entreprises, ou qui sont capables de supporter une dette élevée. Dans ses plus récents budgets, le gouvernement fédéral a affecté les fonds destinés à la recherche aux priorités à court terme du secteur privé, au détriment de la recherche scientifique et de l'innovation à long terme. Le mouvement de commercialisation de la recherche universitaire entraîne de graves conséquences : il limite la liberté du milieu universitaire et la capacité du secteur public de mener les recherches voulues, en plus de décourager l'innovation au sein du secteur privé. La commercialisation de la recherche universitaire nuit également à l'atteinte des objectifs scientifiques globaux et d'intérêt public au pays. Elle freine les investissements que le secteur privé réalise dans ses propres installations

de recherche et développement, ce qui réduit le nombre d'emplois offerts aux diplômés dans un marché du travail déjà difficile. En raison de cette restructuration, de nombreux travailleurs hautement qualifiés ne peuvent pas contribuer au pays selon leur plein potentiel, ce qui porte atteinte à la compétitivité économique du Canada à l'échelle internationale. Recommandations : 1) Le gouvernement devrait rajuster le nombre de programmes de bourses d'études supérieures offerts au pays en fonction de la croissance moyenne du nombre d'étudiants suivant les programmes d'études et répartir les bourses proportionnellement entre les conseils de recherche en fonction du nombre d'inscriptions. 2) Le gouvernement devrait réaffecter les fonds pour la recherche réservés aux conseils subventionnaires et octroyer des subventions à la recherche en fonction du mérite scolaire, lequel serait évalué dans le cadre d'un processus d'examen par les pairs.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les jeunes d'aujourd'hui héritent d'une économie qui génère moins de richesses et qui alourdit le fardeau de la dette plus que jamais auparavant. Les membres des générations passées ont pu tirer parti de programmes sociaux qui leur ont permis d'édifier une société juste et productive; les jeunes d'aujourd'hui voient toutefois ces programmes disparaître. Les jeunes font face à des difficultés de plus en plus grandes, y compris des taux de chômage et d'endettement sans précédent. Selon Statistique Canada, les étudiants âgés de 20 à 24 ans sont aux prises avec les pires conditions en 35 ans sur le marché du travail. Les compressions budgétaires que le gouvernement fédéral a appliquées au milieu des années 1990 ont accablé toute une génération de jeunes, les frais de scolarité ayant augmenté à un taux cinq fois supérieur à celui de l'inflation. Il y a moins de 30 ans, les bourses du gouvernement représentaient jusqu'à 80 % du budget de fonctionnement des établissements d'enseignement; aujourd'hui, elles ne représentent que 50 % de ce budget, et ce sont les frais de scolarité qui comblent l'écart. Étant donné que deux emplois sur trois requièrent aujourd'hui une éducation postsecondaire, les études de niveau collégial et universitaire sont devenues une condition préalable pour décrocher un emploi et gagner un revenu moyen. Dans un rapport publié récemment par l'OCDE, on a révélé que les avantages directs pour la population de l'investissement dans les études postsecondaires représentent plus de 100 000 \$ par personne, un montant qui dépasse les coûts engagés de 62 141 \$. Outre les avantages pour les particuliers, une main-d'œuvre hautement qualifiée permet d'augmenter l'assiette de l'impôt et de réduire les coûts des programmes sociaux subventionnés par l'État, y compris en ce qui touche les soins de santé, la sécurité publique et l'assurance-emploi. Afin de répondre aux besoins en formation spécialisée de la génération actuelle et de freiner le taux de chômage croissant chez les jeunes, il faut prendre des mesures immédiates, plus particulièrement pour veiller à ce que ces derniers puissent bénéficier des programmes d'études, des services et des occasions d'acquérir une expérience de travail dont ils ont besoin pour participer à l'économie du Canada. Recommandations : 1) Le gouvernement devrait relancer les Centres Service Canada pour jeunes afin d'offrir à ces derniers les services dont ils ont besoin pour se tailler une place dans un marché du travail difficile. 2) Le gouvernement devrait augmenter les investissements dans les stratégies d'emplois pour les jeunes et travailler en collaboration avec les intervenants en éducation et en emploi de façon à répondre aux besoins des jeunes Canadiens qui cherchent du travail. 3) Le gouvernement devrait hausser le financement du programme Emplois d'été Canada, au moyen duquel on offre des occasions d'emploi aux étudiants et on soutient d'importants organismes et services communautaires.